

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
rue Pierre Bonnard  
CS87564  
64000 Pau

Pau, le 10/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ROLKEM**

Usine de Mourenx  
B.P. N° 29  
64150 Mourenx

Références : DREAL/2026D/2986  
Code AIOT : 0005202710

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement ROLKEM implanté Usine de Mourenx B.P. N° 29 64150 Mourenx. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "Opération coup de poing produits chimiques."

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROLKEM

- Usine de Mourenx B.P. N° 29 64150 Mourenx
- Code AIOT : 0005202710
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ROLKEM est spécialisée dans la fabrication de résine formophénolique, dans le collage et la production de papiers imprégnés de cette résine ou de résine mélamine formol.

Les installations de l'établissement de Mourenx, situées à proximité de la plate forme industrielle Chem'Pôle64 sont constituées principalement d'un atelier de production des résines polymères formophénoliques, de deux lignes d'imprégnation de papier et de zones de stockages des matières premières (cuves de stockage en vrac de formol, phénol, et soude, résines mélamine formol, bobines de papier ...) et de produits finis (papier imprégné).

Sur le plan administratif, l'établissement de Mourenx est soumis à autorisation. Ses activités sont actuellement réglementées par, notamment, l'arrêté préfectoral n°96/IC/158 du 8 août 1996, qui fixe les prescriptions générales applicables (capacité maximale de production de résines formophénoliques fixée à 75 t/j). Le décret n°27/06/2016 a actualisé le tableau de classement des activités du site.

Le site est classé seveso seuil bas et IED.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection menée sur le site ROLKEM à Mourenx s'inscrit dans le cadre de l'opération régionale sur les produits chimiques.

Parmi les cinq points vérifiés, deux points de contrôle nécessitent des vérifications de la part de l'exploitant.

Le premier point concerne la vérification des mesures de maîtrise des risques pour le produit Ercros Harderner DF-417. La FDS interdit l'usage d'un jet d'eau haute pression en cas d'incendie, alors qu'un robinet incendie armé (RIA) est présent à proximité. L'exploitant doit donc vérifier la conformité des moyens d'extinction sous 1 mois et, si besoin, les adapter.

La capacité de rétention de la fosse de l'atelier IMPLA est à confirmer pour permettre le stockage de 20 GRV de ALTON 8830.

Aucune incompatibilité chimique n'a été détectée. Les fiches de données sécurité (FDS) sont à jour, et l'exploitant a fait preuve de réactivité pour corriger certains points (transmission rapide d'une FDS manquante, correction immédiate de l'accès aux FDS pour un responsable atelier).

La visite du site a porté sur l'atelier résine, l'atelier VITS et le stockage dans l'atelier IMPLA.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

**Constats :**

L'inspection a débuté par l'examen de l'état des stocks (point de contrôle n°5)

Pour ce point de contrôle, l'inspection a porté sur les produits suivants, sélectionnés par sondage parmi les produits stockés sur site :

- ALTON 8830 : agent mouillant
- Ercros Harderner DF-417 : durcissant pour résines
- ALTON HM500 : durcissant pour résines, ayant la même application que le DF417.

Les fiches de données de sécurité (FDS) de ces produits ont été présentées par l'exploitant pour le ALTON 8830 et le DF-417. Ces deux FDS datent de 2024. La FDS du DF-417 n'est disponible qu'en anglais.

L'exploitant explique demander à leur fournisseur toutes les FDS en début d'année. L'exploitant explique avoir demandé la FDS du HM500, mais ne pas l'avoir reçue. L'exploitant a transmis la FDS du HM500 à l'inspection quelques heures après la visite d'inspection.

Les FDS sont archivées sur un serveur, et rendues accessibles au responsable atelier résine et au responsable atelier imprégnation. L'exploitant explique avoir mis en place des affiches contenant des résumés simplifiés des FDS proche des stockages pour les opérateurs. Interrogé, un opérateur a montré avoir connaissance de ces affiches et comprendre leurs contenus. Le responsable atelier résine, quant à lui, n'avait pas accès au répertoire, alors que le responsable atelier imprégnation pouvait accéder au dossier des FDS. L'exploitant a confirmé durant la visite d'inspection que l'accès du responsable atelier résine a été rétabli.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

**Prescription contrôlée :**

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

**Constats :**

L'inspection a vérifié par échantillonnage la mise en œuvre réelle des prescriptions de la FDS. Les mesures de maîtrise des risques, sélectionnées par sondage, concernaient principalement la protection de l'environnement, et plus spécifiquement les rubriques des FDS suivantes :

- Rubrique 5: Mesures de lutte contre l'incendie
- Rubrique 6: Mesures à prendre en cas de déversement

- Rubrique 7: Manipulation et stockage

Les produits retenus pour cette vérification sont le ALTON 8830 et le Ercros Harderner DF-417. Ces produits sont stockés en grands récipients pour vrac (GRV).

La FDS du DF-417 mentionne qu'un "jet d'eau haute pression" (traduction de l'anglais) ne peut pas être utilisé pour la lutte incendie pour des raisons de sécurité. Les moyens de lutte incendie sont l'eau nébulisé, la mousse, le dioxyde de carbone et l'anhydride carbonique. Lors du contrôle, le DF-417, positionné dans l'atelier VITS, est localisé proche d'un robinet incendie armé (RIA) qui est assimilé à un jet d'eau haute pression.

Un extincteur au dioxyde de carbone (classe B) et un extincteur d'eau pulvérisé avec additif (classe AB) sont également localisés plus loin dans l'atelier.

Le HM500, qui est également un durcissant pour résines utilisé par l'exploitant, ne comporte pas de mention de danger et ne mentionne pas de moyens d'extinction non appropriés.

Les autres mesures de maîtrise des risques n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 1 mois, l'exploitant vérifie la compatibilité des moyens de lutte incendie existants pour le produit DF-417, et transmet les conclusions à l'inspection et propose le cas échéant un plan d'actions de mise en conformité intégrant notamment la formation de son personnel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

#### **Prescription contrôlée :**

Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre

60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;  
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;  
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

**Constats :**

L'inspection a tout d'abord contrôlé le point d'utilisation du ALTON 8830 dans l'atelier résine, puis le point d'utilisation du DF-417, dans l'atelier VITS et enfin le lieu de stockage du ALTON 8830 dans l'atelier IMPLA. Les GRV en cours d'utilisation sont placés sur des bacs de rétention en plastique aux dimensions adaptées.

Le stockage des GRV de ALTON 8830 dans l'atelier IMPLA se fait au sol de l'atelier. Jusqu'à 20 GRV peuvent être stockés dans l'atelier. L'atelier dispose d'une fosse qui sert à collecter les eaux de lavage lors des arrêts de l'imprégnateur IMPLA. Selon l'exploitant, la capacité de cette fosse est estimée à 10m3. L'exploitant confirme évacuer en moyenne 4 GRV par semaine après un nettoyage de l'imprégnateur. De nombreux caniveaux sont également disposés dans l'atelier et reliés à la fosse.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous un mois, l'exploitant confirme que la fosse de l'atelier IMPLA est de dimension suffisante pour servir de rétention aux 20 GRV d'ALTON 8830 et propose le cas échéant un plan d'actions de mise en conformité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

**Constats :**

Les GRV d'ALTON 8830 (stocké sur un bac de rétention dédiée dans l'atelier résine) et de DF-417 (partageant un bac de rétention avec de la soude à 10 % dans l'atelier IMPLA) sont correctement isolés ou associés à des produits compatibles. Aucune incompatibilité chimique n'est relevée pour ces deux produits.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection l'inventaire mensuel de l'état du stock, qui comprend l'ensemble de toutes les références utilisées pour l'opération de l'usine. Seuls les stocks de produits chimiques pour le traitement de l'eau sont inclus dans un autre fichier, tenus par la maintenance. Les produits chimiques de traitement d'eau correspondent à des volumes très faibles.  Pour les produits chimiques stockés en cuve, les volumes stockés peuvent être extraits en temps réel de SAP.  L'inspection a mentionné que l'état des stocks peut être amélioré, en consolidant dans un unique fichier tous les produits chimiques et en rajoutant les mentions de danger et les quantités maximales stockées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite